

Unité départementale du Finistère

Quimper, le **17 AOUT 2022**

Références : ENV-D-22.0308

Affaire suivie par : CORBINAIS-POCHAT Sophie

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Pièce(s) jointe(s) : /

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



NOBELSPORT

12 route du Beuzit
29590 PONT DE BUIS LES QUIMERCH

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2022 dans l'établissement NOBELSPORT implanté 12 route du Beuzit 29590 PONT DE BUIS LES QUIMERCH. L'inspection a été annoncée le 13/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOBELSPORT
- 12 route du Beuzit 29590 PONT DE BUIS LES QUIMERCH
- Code AIOT dans GUN : 0005501351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

NOBELSPORT fabrique des poudres pour munitions de chasse ou de tir sportif, ainsi que des produits pour le maintien de l'ordre, des produits pyrotechniques et des matériaux plastiques et composites.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2022 : la sous-traitance dans les installations SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant encadre strictement, via des procédures sécurité, les interventions et les activités effectuées par des entreprises extérieures sur son site, en particulier si elles concernent le domaine pyrotechnique. Des améliorations sont toutefois à rechercher dans le cas d'une soustraitance de sous-traitance d'une activité qui peut conduire à une dégradation des exigences en matière de formation à la sécurité, sur les risques liés aux installations et sur la conduite à tenir en cas d'accident de la part des personnels intervenants.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : Toute personne devant se rendre sur le site doit se présenter au poste de garde qui délivre, selon conditions, 2 types de badge d'accès : visiteur accompagné ou visiteur libre. Les coursiers ne pénètrent plus dans le site depuis la création du magasin à l'entrée du site où sont gérées les réceptions et envois de colis. Chaque personne extérieure qui rentre sur le site doit remplir et signer une attestation de prise de connaissance des consignes générales de sécurité qui figurent par ailleurs sur le badge d'accès qui lui est remis ensuite. A l'instant T, l'exploitant est donc en mesure d'indiquer qui est sur le site et où. Le jour du contrôle, 210 personnes salariées de Nobelsport travaillent sur le site et 3 personnes, intervenantes extérieures sont également présentes. Par sondage, 2 d'entre elles sont interrogées pendant leur intervention sur le site dans le cadre du contrôle de la gestion de la sous-traitance : la société APROLIS chargée de la maintenance des chariots élévateurs et la société DEKRA chargée par APROLIS des tests de charges. (Les noms des personnes figurent en annexe confidentielle). L'exploitant tient à jour deux fichiers : celui des visiteurs et celui des intervenants. Le fichier des intervenants, classé par nom d'entreprise et par personne, est présenté à l'inspection. Il comprend 428 noms le jour du contrôle. Le fichier des entreprises intervenant sur le site est classé avec des codes couleur : rouge, les entreprises avec lesquelles NOBELSPORT ne travaille pas actuellement, vert foncé, les entreprises avec lesquelles il travaille actuellement et dont les habilitations ont été mises à jour, en vert clair celles dont les habilitations sont à mettre à jour.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p>Constats : Toute intervention d'une entreprise extérieure sur le site est encadrée par la procédure SE/16 qui prévoit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) la préparation de l'intervention (document de commande, inspection préalable, plan de prévention, formations à la sécurité, permis d'intervention); 2) le suivi de l'intervention; 3) la clôture de l'intervention. <p>Si l'intervention concerne le domaine pyrotechnique, la procédure est renforcée notamment en matière de consignes de sécurité et mais aussi de formations des intervenants.</p> <p>La délivrance du permis d'intervention ou de feu est effectuée selon la procédure SE/07. Ce permis intitulé "permis d'intervention, de feu, de pénétrer dans les capacités, de fouilles" requiert 5 contributions pour son établissement et sa signature finale à la fin des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le donneur d'ordre qui établit le projet de permis en indiquant la nature et les conditions de l'intervention : Qui, où, quand, comment? - le chef du service local qui prescrit les mesures de sécurité et prescriptions particulières si besoin et désigne le responsable local habilité; - le service de sécurité qui analyse les conditions de sécurité prévues et les complètes si nécessaire; - l'intervenant qui signe avant travaux 2 exemplaires du document et atteste avoir pris connaissance des informations et dispositions à prendre pour garantir la sécurité lors de la réalisation des travaux prévus. Un exemplaire est conservé par l'intervenant (feuillet bleu) et l'autre exemplaire (feuillet rose) est affiché par le service local (en salle de commande ou au bureau de l'atelier). - l'intervenant qui signe après travaux l'exemplaire bleu en sa possession où il indique la date et l'heure de la fin des travaux. Ce document est transmis au donneur d'ordre ou à défaut déposé au poste de garde. In fine, il est transmis au service local qui n'autorisera le démarrage de l'installation qu'après réception de ce permis signé après travaux. <p>Cette procédure est renforcée en cas de dispositions particulières et/ou de situations de co-activités avec un volet supplémentaire et un enregistrement par le service sécurité. Elle semble garantir à l'exploitant la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité y compris en cas d'opération d'entretien ou de maintenance par un sous-traitant.</p> <p>Le contrôle sur site confirme que les deux procédures liées sont bien mises en œuvre. Les intervenants extérieurs possèdent tous les documents datés et visés et parties à renseigner et signer après travaux.</p> <p>Le contrôle de la connaissance des consignes de sécurité démontre chez l'intervenant prestataire régulier qu'elles sont connues et maîtrisées. Pour l'intervenant sous-traitant de ce prestataire les consignes de base (n° d'appel d'urgence, position des appareils d'urgence, point de rassemblement...) ne sont pas acquises. Les consignes lui ont pourtant été données par le gardien au moment des formalités d'entrée sur le site mais il ressort que pour cet intervenant extérieur un rappel des consignes sur le lieu de travail aurait été nécessaire notamment par le personnel de son commanditaire.</p>

Observations : Il appartient à l'exploitant d'intégrer le cas de figure d'un intervenant extérieur sous-traitant d'un sous-traitant pour s'assurer que les consignes de sécurité de base sont bien assimilées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : Pour toute intervention dans l'établissement, une formation à la sécurité est dispensée aux personnels. Il s'agit d'une formation pratique dispensée par le donneur d'ordres Nobelsport avant le début des travaux.</p> <p>Les formations que Nobelsport dispense font l'objet d'une feuille d'émargement qui est jointe au plan de prévention. La date de formation et sa validité sont également archivées dans le fichier "intervenants". L'attestation de formation est consignée au plan de prévention.</p> <p>En cas d'intervention dans des installations pyrotechniques ou en zone ATEX, une formation spécifique est dispensée par le service sécurité de Nobelsport aux intervenants extérieurs. Cette formation comprend une partie théorique en salle et une partie pratique sur le terrain (1/2j). La formation spécifique est valable 4 ans puis soumise à un recyclage.</p> <p>La date de formation pratique ou spécifique est notée nominativement dans le fichiers des intervenants avec les dates de validité.</p> <p>Aucun intervenant extérieur n'est acteur du POI. Les intervenants extérieurs sont toutefois systématiquement informés des consignes de sécurité en cas de départ de feu, de déclenchement d'une sirène ou d'accident corporel via le plan de prévention qui est annexé au permis d'intervention.</p> <p>Enfin, l'exploitant dispose des informations relatives aux formations des personnels extérieurs via l'entreprise qui les emploie. Cette dernière communique la copie des attestations, notamment celles nécessaires à la délivrance de certaines habilitations.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Pour contrôler les connaissances des personnels sous-traitants en matière de risques des installations et de conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, l'exploitant a mis en place un système de contrôle de terrain : il utilise une grille d'audit, hygiène, sécurité, environnement qui lui permet de vérifier en menant un contrôle inopiné que l'intervenant extérieur connaît les consignes de sécurité, applique les procédures de sécurité et de prévention des risques pour l'environnement, dispose des formations et des habilitations nécessaires à son activité. Ces audits sont menés par les responsables du service HSE selon les travaux en cours. Cette grille d'audit est utilisée le jour du contrôle pour vérifier ces points auprès des 2 personnes présentées ci-dessus. Il en ressort que la personne employée par APROLIS qui travaille très régulièrement sur le site connaît les consignes de sécurité, applique les procédures de prévention des risques. Le plan de prévention et les pièces annexées sont en sa possession. Seule une attestation n'est plus à jour et doit être revalidée. La personne, employée par la société DEKRA, en qualité de sous-traitant du prestataire APROLIS, réalise les contrôles périodiques de charge des chariots élévateurs. Le contrôle révèle plusieurs écarts : les consignes d'appel d'urgence, d'évacuation, de conduite à tenir en cas d'accident ne sont pas connues, le chantier n'est pas balisé. De plus, l'opérateur n'a reçu aucune formation de base à l'utilisation des extincteurs or chaque chariot élévateur en est pourvu en cas de départ de feu.
Observations : Il appartient à l'exploitant de mettre en place des modalités de contrôle qui lui permettent de justifier que les sous-traitants de son prestataire disposent de la formation de base à la sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant organise des exercices réguliers d'évacuation organisés de manière inopinée. Tous les personnels qui sont présents sur le site, y compris les intervenants extérieurs y participent. Toutefois chaque intervenant extérieur n'est pas systématiquement exercé à l'évacuation. Il dispose des consignes de sécurité qui lui indiquent de rejoindre le point de rassemblement le plus proche. Le contrôle auprès des deux intervenants présents sur le site a révélé que l'un d'entre eux ne connaissait pas le point de rassemblement le plus proche. Il se reposait sur les connaissances de l'autre personne, prestataire régulier de Nobelsport.
Observations : Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les sous-traitants de ses prestataires disposent bien de la connaissance de la localisation des points de rassemblement en cas d'accident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : la vérification que les travaux correspondent à ceux indiqués dans le permis d'intervention, est systématiquement réalisée par les agents du service technique pendant les heures ouvrées. Si certains travaux nécessitent une surveillance spécifique comme la vérification des points chauds après travaux de meulage ou de soudage, celle-ci est effectuée par les agents du service technique pendant les heures ouvrées et par le gardien pendant les heures non ouvrées. Le site compte une centaine de pointeaux où le gardien doit badger selon les endroits qu'il doit surveiller en particulier. Lorsque des interventions sont menées aux niveau des MMR, l'installation concernée est à l'arrêt et l'exploitant met en place, si nécessaire, une organisation visant à limiter les effets de l'effacement temporaire d'une barrière de sécurité. Ainsi, lors du contrôle périodique des équipements de sprinklage d'un bâtiment ou la maintenance des systèmes de détection incendie, les garde-feu sont mobilisés et prêts à intervenir. Les interventions sur les équipements de sécurité font systématiquement l'objet d'un permis feu et les points dits "rouge" font l'objet d'une fiche de vie.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet